Malause : finances de la commune

Commune · Tarn-et-Garonne (82) · 1 264 habitants · tranche 500 à 1 999 habitants · comptes 2025

Pour l’exercice 2025, Malause affichait un encours de dette de 911 k€, soit 721 € par habitant, une épargne brute égale à 11,1 % de ses recettes de fonctionnement et une capacité de désendettement de 8,9 ans.

Dette par habitant
721 €
911 k€ au total

Capacité de désendettement
8,9 ans
dette ÷ épargne brute

Taux d’épargne brute
11,1 %
épargne brute ÷ recettes de fonctionnement

Dépenses de fonctionnement
652 € / hab.
824 k€ au total

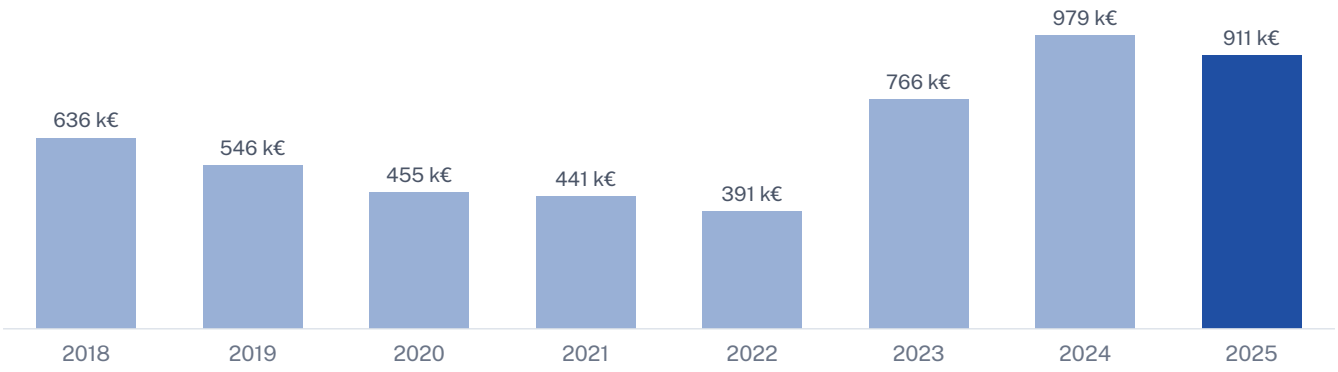
Les comptes de la commune en clair

Comptes consolidés de l’exercice 2025 publiés par l’OFGL. Chaque montant par habitant est comparé aux 11 237 communes de 500 à 1 999 habitants (dernier exercice publié de chacune). Une position haute ou basse n’est ni une bonne ni une mauvaise note : elle indique ce qui mérite d’être compris ou vérifié.

Question	Valeur	Comparaison
Combien la collectivité dépense-t-elle pour fonctionner ?	652 €	un peu en dessous de la moitié des communes de même taille.
Quelle part de ces dépenses va au personnel ?	51,3 %	334 € par habitant : un peu au-dessus de la moitié des communes de même taille.
Lui reste-t-il de l’argent en fin d’année ?	11,1 %	81 € par habitant : parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus bas. Repère : vigilance sous 10 %, alerte sous 7 % (usage d’analyse financière, non réglementaire) (Au-dessus des repères).
Est-elle endettée ?	721 €	un peu au-dessus de la moitié des communes de même taille. Repère : plafond national de référence de 12 ans de capacité de désendettement pour les communes (Sous le plafond).
Investit-elle ?	310 €	un peu au-dessus de la moitié des communes de même taille.
Combien rapportent les impôts locaux ?	460 €	un peu au-dessus de la moitié des communes de même taille.

Évolution depuis 2018

Encours de dette au 31 décembre



L'encours de dette est passé de 636 k€ en 2018 à 911 k€ en 2025 (+43,2 %). Valeur la plus haute : 979 k€ en 2024 ; la plus basse : 391 k€ en 2022.

Exercice	Encours de dette	Taux d'épargne brute	Capacité de désendettement	Dépenses d'équipement
2018	636 k€	2,2 %	37,2 ans	54 k€
2019	546 k€	9,9 %	7,3 ans	45 k€
2020	455 k€	15 %	4,2 ans	60 k€
2021	441 k€	10,2 %	5,7 ans	92 k€
2022	391 k€	6,6 %	7,5 ans	289 k€
2023	766 k€	6 %	15,4 ans	658 k€
2024	979 k€	8,1 %	14,2 ans	724 k€
2025	911 k€	11,1 %	8,9 ans	392 k€

Comparée à ses communes jumelles

Indicateur	Malause	Médiane des jumelles	Écart
Dette par habitant	721 €	682 €	+5,6 %
Impôts locaux par habitant	460 €	426 €	+8,2 %
Frais de personnel par habitant	334 €	329 €	+1,5 %
Investissement par habitant	310 €	282 €	+10 %
Taux d'épargne brute	11,1 %	13,6 %	
Capacité de désendettement	8,9 ans	6,3 ans	

Jumelles : Néfiach (66), Cartelègue (33), Saint-Nazaire (30), Laluque (40), Civaux (86), Bonnemain (35), Reignac (33), Bourseul (22), La Chapelle-Hermier (85), Longfossé (62). Insee (taille, évolution, âges, revenu) ; comptes OFGL.

Le mandat 2020-2026 en chiffres

Indicateur	2019	2025	Évolution	Médiane dép.
Habitants	1 181	1 264	+7 %	+1,2 %
Dette par habitant	462 €	721 €	+55,9 %	−16,8 %
Impôts locaux par habitant	422 €	460 €	+9,2 %	+22,9 %
Frais de personnel par habitant	291 €	334 €	+14,9 %	+21 %
Taux d'épargne brute	9,9 %	11,1 %	+1,1 point	−0,4 point
Capacité de désendettement	7,3 ans	8,9 ans	+1,6 an	−0,5 an
Investissement cumulé 2020-2025, par habitant		1 788 €		2 367 €

Comptes consolidés OFGL 2019 et 2025 ; médiane : évolution médiane des communes du département. Une évolution ne juge pas la gestion.

Qui vit ici

Indicateur	Malause	Comparaison
Habitants (2023)	1 253	+15,1 % depuis 2012 (département : +7,6 %)
65 ans ou plus (2023)	20,8 %	département : 23,5 % · France : 21,3 %
Personnes couvertes par le RSA (2024)	3,2 pour 100 habitants	département : 4,7
Salariés du secteur privé (2025)	90	
Élèves des écoles (rentrée 2025)	97	−28,7 % depuis 2015
Indice de position sociale des écoles (2024-2025)	87,3	France : 105,8

Sources : Insee, populations municipales 1968-2023, recensement 2012-2017-2023, naissances et décès 2008-2025 (API Melodi, Licence Ouverte) ; Cnaf, allocataires par commune au 31 décembre 2020-2024 (data.caf.fr, Licence Ouverte), valeurs arrondies par la Cnaf ; Urssaf, établissements employeurs et effectifs salariés du secteur privé au 31 décembre (open.urssaf.fr, ODbL) ; Éducation nationale, effectifs d'élèves par école et indices de position sociale (data.education.gouv.fr, Licence Ouverte).

Les métiers des habitants

470 habitants de 15 à 64 ans ont un emploi ; la commune compte 250 emplois, soit 55 emplois pour 100 habitants qui travaillent (indicateur de concentration d'emploi de l'Insee).

Groupe	Habitants	Département	France	Emplois sur place
Agriculteurs exploitants	2,4 %	2,8 %	1,3 %	6,3 %
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	8,8 %	8 %	6,6 %	7,9 %
Cadres et professions intellectuelles supérieures	15,5 %	13,2 %	20,1 %	13,8 %
Professions intermédiaires	13,3 %	25,5 %	26,4 %	27,3 %
Employés	24,5 %	27,9 %	26,1 %	7,9 %
Ouvriers	35,6 %	22,6 %	19,5 %	36,8 %

Professions les plus exercées par les habitants : Occitanie

Profession	Habitants (environ)	Part
Aides-soignants	44 780	1,8 %
Secrétaires, employés de la bureautique	40 940	1,7 %
Infirmiers en soins généraux salariés	37 710	1,6 %
Enseignants titulaires du secondaire général et technologique	36 320	1,5 %
Autres employés d'aide à domicile et accueillants familiaux	35 410	1,5 %
Enseignants titulaires du primaire	34 600	1,4 %
Agents de service des établissements de santé	33 510	1,4 %
Employés de la fonction publique (secrétariat, gestion, comptabilité)	31 670	1,3 %
Ingénieurs et cadres d'études, recherche et développement de l'industrie	28 760	1,2 %
Ouvriers du nettoyage	28 260	1,2 %
Conducteurs de poids lourds	26 690	1,1 %
Personnels intermédiaires administratifs des collectivités territoriales et des hôpitaux publics	24 170	1 %

Employeurs, projets de recrutement 2026 (Tarn-et-Garonne (82)) : 10 494 au moins, dont 43,3 % jugés difficiles.

Métier	Projets	Difficiles
Agriculteurs	1 998	58,9 %
Viticulteurs, arboriculteurs	945	24,4 %
Maraîchers et horticulteurs	355	28,2 %
Aides de cuisine et employés polyvalents de la restauration	341	9,4 %
Ouvriers du conditionnement, du tri et de l'emballage	311	17 %

Métier	Projets	Difficiles
Professionnels de l'animation socioculturelle	292	44,5 %
Aides-soignants	277	57,8 %
Manutentionnaires et déménageurs peu qualifiés	264	79,9 %
Employés de libre service	264	5,7 %
Agents d'entretien de locaux	228	26,8 %

Sources : Insee, recensement de la population 2022, emploi et population active (Licence Ouverte 2.0) ; Insee, recensement de la population 2022, fichier détail des individus par région (Licence Ouverte 2.0) ; France Travail, enquête Besoins en main-d'œuvre 2026 (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0).

Ce que l'État verse pour les investissements

Indicateur	Malause
Subventions d'investissement de l'État accordées (2018-2025)	346 k€ pour 9 projets
Par habitant	274 € (communes de même taille : 210 € ; département : 361 €, médianes)
Part du coût des projets payée par l'État	18,1 %
Aides de l'ADEME (conventions depuis 2021)	aucune aide publiée

Année	Dotation	Projet	Subvention
2025	DETR	Amenagement centre bourg phase 2	86 467 €
2024	DETR	Amenagement centre bourg phase 2 tranche 1	73 532 €
2023	DETR	Aménagement du centre bourg phase 1	61 131 €
2023	DETR	Déploiement sur la voie publique d'un système de vidéoprotection évolutif	22 080 €
2023	DSIL	déploiement sur la voie publique d'un système de vidéoprotection évolutif	17 120 €

Sources : DGCL, projets financés par la DETR, la DSIL, la DPV et la DSID (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0) ; ADEME, aides financières attribuées (data.ademe.fr, Licence Ouverte 2.0).

Sources

Comptes consolidés (budget principal et budgets annexes) publiés par l'Observatoire des finances et de la gestion publique locales (OFGL), exercice 2025 et exercices précédents depuis 2018, sous Licence Ouverte 2.0. Quartiles et médianes calculés par l'Observatoire de ma commune sur les mêmes comptes. Formules et limites : https://observatoire.proofset.io/methode.html. Analyse automatisée de données publiques, sans valeur juridictionnelle ; aucune donnée nominative.